

**Politique étrangère - Commerce  
extérieur - Union européenne -  
Français de l'étranger - Syrie -  
Libye - Multilatéralisme - Afrique -  
Voeux à la presse diplomatique de  
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères**  
(Paris, 23 janvier 2018)

Monsieur le Président, Cher Jacques Hubert-Rodier

Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Je voudrais d'abord vous remercier d'avoir bien voulu comprendre les évolutions de mon agenda puisque je dois recevoir M. Tillerson, il fallait donc que l'emploi du temps s'harmonise avec le sien et nous avons dû avancer un peu ce rendez-vous.

Je voudrais vous adresser mes vœux pour 2018, vœux de bonheur et de santé, vœux de réussite aussi dans l'important travail que vous menez au service de l'information de nos concitoyens. Le diplomate et le journaliste, voilà un couple, un tandem que l'on retrouve aux quatre coins du monde. En vérité, nos professions sont inséparables, elles se nourrissent l'une de l'autre. D'un côté, le journaliste à l'affût des déclarations des diplomates, soit en «on» ou en «off», afin de les confronter aux faits, d'en proposer une analyse au public ; de l'autre, le diplomate guettant les dépêches et scrutant la presse pour sonder l'opinion publique, à Paris ou dans les postes.

Cette nouvelle époque de l'information et de la communication pose des défis considérables. De nouveaux acteurs et de nouveaux canaux de diffusion apparaissent et, avec eux, de nouvelles manières de s'informer, tout particulièrement dans la jeunesse. À cet égard, les campagnes de propagande et de désinformation qui se répandent dans l'espace numérique font courir à notre vie démocratique un risque d'un genre nouveau. Pour y répondre, nous devons faire preuve de vigilance collective. C'est un sujet que j'ai eu l'occasion d'aborder en présentant la stratégie internationale de la France pour le numérique en décembre dernier à Aix-en-Provence. Nous aurons l'occasion de l'approfondir lors d'une journée de réflexions et d'échanges que je vais organiser très rapidement sur ce sujet.

2017 aura encore été une année difficile pour votre profession. Nous avons tous à l'esprit les chiffres du rapport annuel de Reporters sans frontières. Ils expriment tristement cette réalité. L'année dernière, 65 journalistes ont trouvé la mort en exerçant leur métier ; 326 de vos collègues sont aujourd'hui emprisonnés en raison de leur engagement professionnel. Je voudrais ici leur rendre hommage. La liberté de la presse est un principe indissociable de notre vie démocratique. C'est votre engagement qui la maintient vivante, votre courage aussi sur les

théâtres de crise ou face à des Etats qui cherchent à la réduire. Dans ces situations, les journalistes mettent souvent leur liberté, et même leur vie en jeu. Je tiens à vous assurer de l'engagement de mon ministère ainsi que de notre volonté de lutter contre l'impunité des crimes dont sont victimes les membres de votre profession. Ce n'est pas par hasard que sort demain le film «Pentagone papers» sur la liberté de la presse ; le sujet est fondamental.

Notre action est parfois discrète mais c'est souvent la condition de son efficacité. Les libérations de vos collègues Mathias Depardon et Loup Bureau l'ont prouvé. Mais nous prenons aussi position publiquement, aussi bien au niveau européen qu'auprès des Nations unies. Nous considérons avec intérêt, vous le savez, la campagne que vous menez via Reporters sans frontières, dont je salue le secrétaire général Christophe Deloire, initiative visant à la création aux Nations unies d'un poste de représentant chargé de la protection des journalistes. Ainsi, les engagements de notre diplomatie sont souvent liés aux vôtres.

Chaque année, l'association de la presse diplomatique distingue un journaliste pour son parcours. Je suis heureux de saluer le lauréat de cette année. Cher Clément Gargoullaud, malgré mes 11 déplacements en Inde ces dernières années, nous n'avons jamais eu l'occasion de nous rencontrer. Voilà qui est fait ! Vous y vivez pourtant depuis quatre ans, avec votre épouse et vos trois enfants. Des crises du Moyen-Orient aux transformations majeures de l'Asie, votre parcours exprime bien les bouleversements de notre époque, et les drames qui l'accompagnent. J'ajoute que vous êtes aussi un passionné d'histoire - c'est un autre point commun entre nous - puisque vous préparez une série de reportages sur l'Asie dans la Grande guerre. Je suis certain qu'ils trouveront l'écho qu'ils méritent en cette année de commémoration. En tout cas, félicitations anticipées avant que le prix vous soit remis.

Mesdames et Messieurs,

Lorsque l'on prononce des vœux, il est normal de faire preuve d'un certain optimisme. Mais d'une année à l'autre, les perturbations qui traversent les relations internationales ne se sont pas atténuées. Dans un monde à la recherche de nouveaux repères et de nouveaux équilibres, je veux mettre en oeuvre une diplomatie efficace, directement utile aux Français et aux intérêts de la France, une politique étrangère au service de la sécurité de nos compatriotes, au service de la réussite de notre économie dans la compétition mondiale, au service du développement de nos territoires.

La politique étrangère que je mène est au confluent de toutes les politiques publiques enclenchées par le président de la République, elle intègre toutes les actions mises en oeuvre par le gouvernement et la majorité pour la transformation de notre pays : c'est vrai s'agissant de notre défense et de notre sécurité, de notre politique éducative et universitaire, de la politique de l'environnement, de notre action culturelle, de nos réformes économiques et de l'attractivité de nos régions. Ma mission, c'est d'en assurer la cohérence dans la projection de notre pays à l'étranger.

Ce souci d'être utile aux Français fait l'unité de la politique étrangère que je conduis, conformément au cap que le président de la République a fixé dès les premiers jours de son mandat et qu'il a exprimé à nouveau devant vous en particulier au début de cette année. C'est ce que les Français attendent de nous : des actions concrètes qui répondent à leur besoin de

protection, qui confortent leur volonté d'entreprendre et leur fierté d'appartenir à un pays maître de son destin, en Europe ou dans le monde.

À chacun de mes déplacements en France et à l'étranger, et ils ont déjà été nombreux, je fais le même constat : l'élection du président de la République, l'apparition d'une majorité renouvelée ont eu un impact majeur sur l'image de notre pays. La France attire, la France intrigue ; elle est plus audible qu'elle ne l'a été depuis longtemps. Je l'ai encore constaté lors du sommet franco-britannique de la semaine dernière.

Ce constat, je le fais à deux niveaux. D'abord, le message de la France, comme puissance d'équilibre et puissance qui apporte des solutions, ce message a désormais une crédibilité renforcée. Ensuite, je crois que les Français y trouvent l'occasion de croire davantage en eux-mêmes, alors qu'un certain pessimisme avait gagné nos citoyens ces dernières années sur l'idée qu'ils se faisaient de notre pays et sur notre avenir collectif.

Les circonstances sont donc favorables pour agir, agir en particulier pour mener une politique étrangère au service de notre économie : soutenir l'emploi en conquérant de nouveaux marchés et accompagner le mouvement de transformation de notre économie en attirant de nouveaux investisseurs. C'est tout à fait d'actualité. Cette diplomatie économique offensive doit être une priorité. À chacun de mes déplacements, je vais à la rencontre de nos chefs d'entreprises à l'étranger, des investisseurs potentiels. Je constate des résultats, vous les avez notés au cours de ces derniers jours, y compris hier. Mais il y a très largement des insuffisances, des chiffres très négatifs de notre commerce extérieur sont là pour nous le rappeler. Et il importe de faire en sorte de transformer nos outils à cet égard. Il y aura très prochainement des annonces à ce sujet faites par le Premier ministre pour qu'il y ait, dans le domaine du commerce extérieur, plus de simplification, plus de lisibilité, plus d'efficacité pour éviter les dispersions. Cela a déjà été engagé ces jours derniers par le Premier ministre lorsqu'il a annoncé à Albertville la nouvelle donne de la politique touristique de la France. Cela devra aussi se faire dans le domaine du commerce extérieur dans quelques jours lorsque les mesures que nous avons proposées seront annoncées.

Un point me paraît essentiel pour le commerce extérieur, c'est de développer la culture de l'exportation. Le challenge, à cet égard, est d'abord sur nos territoires. C'est sur nos territoires que se gagnera la bataille de l'exportation, sur les territoires organisés par les régions. C'est la raison pour laquelle nous aurons, avec les régions, une relation beaucoup plus forte permettant d'être beaucoup plus efficace à l'étranger, permettant aussi aux entreprises, PME et ETI en particulier, de se mobiliser sur les marchés extérieurs, et permettant enfin à Business France de trouver toute sa place dans cette nouvelle donne. Ce sera un des chantiers les plus urgents de cette période de l'année.

Une politique étrangère efficace dans le domaine économique, ce sont aussi des actions qui répondent aux inquiétudes de nos concitoyens face à la mondialisation. Ce qu'ils nous demandent, c'est d'agir pour l'adoption et la mise en œuvre de règles organisant l'économie mondiale de façon juste et équitable, dans le domaine commercial, mais aussi dans la régulation des activités financières et la redistribution de la richesse. C'est le message que la France porte auprès de ses grands partenaires, comme le président de la République l'a fait en Chine récemment, c'est le message que la France porte aussi dans les instances internationales, comme lors du dernier G20 à Hambourg.

Mais pour être efficaces, singulièrement dans ce domaine, nous ne pouvons nous contenter d'agir seulement à l'échelle nationale. Dans une mondialisation aujourd'hui perturbée par la concurrence entre grands blocs économiques et avec les tentations isolationnistes que l'on constate, c'est l'échelle européenne qui est le niveau crédible pour défendre nos intérêts, qu'il s'agisse de la réciprocité dans l'ouverture de nos marchés, de la lutte contre la concurrence commerciale déloyale, de la définition de secteurs stratégiques que nous devons protéger des investissements importants que nous devons faire, ou de la promotion de normes. C'est donc l'affirmation de la souveraineté européenne que le président de la République appelle de ses vœux. C'est l'ambition d'une Europe qui protège et qui s'affirme, à travers des projets collectifs majeurs, dans l'industrie, dans les technologies nouvelles et dans l'innovation. Je crois que c'est de cette manière, avec des résultats concrets, que l'Europe regagnera la confiance de ses concitoyens, après plus d'une décennie de doutes et de critiques.

Cet objectif est au cœur du mandat que les Français ont confié au président de la République. Je serai mobilisé sur ce sujet, avec la ministre chargée des affaires européennes, Nathalie Loiseau, à mes côtés.

Mais pour mener à bien les transformations et les projets que je viens d'évoquer, nous avons besoin d'assurer la stabilité de notre environnement proche afin de garantir la sécurité des Français, en France comme à l'étranger.

Cette stratégie de sécurité extérieure passe par le règlement des crises, et d'abord celles qui sont dues à la menace terroriste. Au Moyen-Orient, et en Afrique du Nord, l'année 2016 aura vu la défaite de Daech sous sa forme territoriale. C'est un tournant. C'est aussi une réponse aux attentats qui ont frappé notre pays. Daech n'a pas complètement disparu, d'autres groupes, à commencer par al-Qaïda, sont prêts à prendre le relais. Et malgré ce succès, il faut rester extrêmement vigilant.

Mais aujourd'hui commence le temps de la stabilisation, et là où c'est possible, de la reconstruction, à laquelle notre pays et nos entreprises doivent prendre toute leur part. Nous agissons déjà sur le plan humanitaire en Irak, au Liban et dans le Nord-Est syrien. Je souhaite d'ailleurs que nous augmentions nos moyens d'intervention humanitaire tout au long du quinquennat. Il y a en ce moment-même des situations critiques, je pense au Yémen, mais aussi à la Syrie, où les bombardements indiscriminés du régime et sa politique d'étranglement des enclaves qui échappent à son contrôle ciblent délibérément les populations. L'action humanitaire, j'en suis convaincu, est aussi l'un des éléments fondamentaux de notre crédibilité dans la gestion de crise.

Vous avez pu le constater ces derniers mois, au Liban comme en Libye, comme ailleurs, notre intervention passe par une méthode de dialogue politique qui consiste à parler à l'ensemble des acteurs concernés, afin de tracer des perspectives politiques crédibles de sortie de crise. C'est la condition de la paix sur le long terme, le moyen de répondre aux causes des conflits ou de priver les auteurs de guerre de leur terrain.

Il ne s'agit pas de faire des coups diplomatiques : quand nous prenons une initiative, nous

assurons un suivi. Nous l'avons fait en Libye, où je me suis rendu deux fois depuis la réunion de La Celle Saint-Cloud, et où j'ai rencontré tous les acteurs. Nous le ferons pour le Liban, après les événements que nous avons connus et la réunion du GIS Liban qui s'est tenu ici, plusieurs conférences internationales en soutien à ce pays ami, que ce soit dans le domaine économique ou dans le domaine militaire, vont avoir lieu très prochainement. Et là où la stabilité existe, il faut la préserver. Je pense en particulier à la Tunisie, où le président de la République se rendra en visite d'Etat dans quelques jours.

Cette démarche est d'autant plus essentielle que la défaite de Daech, si elle ne s'accompagne pas de perspectives politiques, d'enjeux économiques, cette défaite, si elle n'est pas accompagnée, risque de se traduire par une mutation des conflits. On le voit d'ailleurs dès à présent en Syrie, où la Turquie est intervenue, inquiète pour la sécurité de sa frontière, dans la région d'Afrin. Seule une solution politique durable sera à même de garantir la sécurité de la population syrienne comme des voisins de la Syrie, et sera à même d'éteindre ce foyer d'instabilité à nos portes. Nous avons su gagner la guerre, il faut maintenant gagner la paix.

Mais la paix, cela ne veut pas dire l'impunité. Vous savez que les efforts internationaux pour enquêter sur l'emploi d'armes chimiques en Syrie sont bloqués au Conseil de sécurité des Nations unies. La question, aujourd'hui, se pose d'abord en Syrie, mais notre objectif est bien d'empêcher la prolifération et l'emploi de ces armes odieuses partout dans le monde. Je recevrai cet après-midi à Paris mes homologues des pays qui partagent cet objectif ; nous lancerons à cette occasion un partenariat international contre l'impunité dans l'emploi des armes chimiques. Les responsables de ces crimes doivent savoir qu'ils auront à rendre des comptes aujourd'hui, demain ou après-demain et seront sanctionnés, même en cas de blocage temporaire au conseil de sécurité.

En 2018, nous poursuivrons également notre appui à la stabilité des pays du Sahel. La montée en puissance de la force conjointe du G5 Sahel marque cette année une étape majeure, après la décision des Etats de la région, il y a maintenant presque un an, de prendre en main leur sécurité contre la menace terroriste. Cette initiative recueille un soutien de plus en plus large de la communauté internationale, des Etats-Unis aux pays du Golfe, en passant par l'Union européenne qui a pris ses responsabilités très tôt sur le sujet.

Bien sûr, il faut aussi agir au-delà de l'urgence, pour traiter à la racine les causes de l'instabilité et des conflits dans les zones de crise. Dans cette région, nous mettons en oeuvre une stratégie globale de stabilisation qui combine sécurité, dialogue politique et action en faveur du développement. C'est ce que nous avons fait en lançant à l'initiative du président de la République l'Alliance pour le Sahel. C'est ce que nous devons continuer à faire en atteignant l'objectif que le président de la République a fixé à plusieurs reprises, et encore très récemment lors de son déplacement en Chine, l'objectif d'une aide publique au développement de 0,55% de la richesse nationale en 2022, renversant ainsi la tendance à la décroissance des dernières années.

C'est aussi de cette manière que nous pourrons faire face avec nos partenaires de la région à la crise migratoire, sur le long terme, en agissant sur ses causes profondes : celles-ci tiennent bien souvent à l'absence de perspectives dans laquelle se sentent enfermés ceux qui décident de prendre la route de l'exil. Ils sont aujourd'hui plusieurs centaines de milliers présents clandestinement sur le territoire libyen. Sur ce sujet, le président de la République a décidé la

mise en oeuvre d'une politique globale : elle prend l'ensemble du problème en compte, depuis les pays d'origine des migrations jusqu'au territoire européen, en passant par les pays de transit. Et nous devons une vraie humanité aux personnes qui se trouvent dans cette situation mais aussi l'efficacité nécessaire pour répondre à l'ampleur de cette crise migratoire. La France s'engage, en appui à l'Organisation internationale des migrations (l'OIM), comme avec le Haut-commissariat aux réfugiés (le HCR) qui est le premier destinataire de nos contributions volontaires aux Nations unies.

Nous assumons donc toutes nos responsabilités au titre de l'asile, grâce au travail remarquable que mène l'OFPRA. Mais lorsque les demandes d'asile sont rejetées, c'est aussi notre responsabilité de veiller à ce que la réadmission dans les pays d'origine ait lieu dans des délais raisonnables et de manière humanitaire. Cela suppose une coopération étroite avec les pays d'origine, de même qu'avec les pays engagés dans la lutte contre les trafics de migrants. Ces organisations criminelles sont les premières responsables des drames humains qui se jouent sur les routes d'Afrique, en Libye et en Méditerranée.

Mesdames et Messieurs, pour favoriser la stabilité et la sécurité de notre environnement, la France a fait le choix résolu d'une approche qui favorise à chaque fois la coopération internationale et l'action multilatérale. C'est un choix qui concerne nos relations internationales dans leur ensemble. C'est un choix de justice, le seul à même de garantir des règles légitimes et pleinement reconnues, et par conséquent le seul à permettre la stabilité et la confiance entre les différents acteurs du système international. C'est la raison pour laquelle nous continuerons de défendre l'accord nucléaire avec l'Iran, tout comme la mise en oeuvre des sanctions prises par le conseil de sécurité à l'encontre de la Corée du Nord.

Le multilatéralisme se joue bien sûr, par excellence, par priorité, en permanence aux Nations unies. Mais cela doit aussi nous pousser à innover pour inventer les nouveaux modes de régulation dont notre monde et notre économie ont besoin : je pense bien sûr à la lutte contre le réchauffement climatique ou aux normes qui doivent assurer et garantir la stabilité dans l'espace numérique. Avec la santé, l'éducation, la lutte contre les inégalités, notamment de genre, l'espace aussi, il s'agit là de biens communs dont notre avenir collectif, notre survie même si l'on pense au climat, dépendent directement.

En agissant de la sorte, nous renforçons aussi l'influence de notre pays sur la scène internationale et l'image dont nous bénéficions auprès de nos partenaires et des sociétés civiles à travers le monde. Notre engagement en faveur du climat et de l'environnement à travers des initiatives comme le «One Planet Summit» qui s'est tenu au mois de décembre en est un exemple.

En 2018, la stratégie d'influence aura donc une place particulière dans mon action. De ce point de vue, la «Nuit des Idées» qui se déroulera dans deux jours, à travers 150 événements en France et partout dans le monde, offre un premier aperçu du renouveau de notre diplomatie que je souhaite favoriser. Le président de la République a décidé par ailleurs de faire de la promotion du français dans le monde l'un des grands chantiers de ce quinquennat : le Quai d'Orsay et son réseau culturel ont bien sûr vocation à être à la pointe de ce travail. Dans les mois qui viennent, je souhaite également nous mobiliser davantage sur les industries culturelles et créatives, domaine majeur entre rayonnement et exportation, où il y a beaucoup à faire, pour consolider tout ce que nous faisons déjà (au profit du livre, de la musique et du

cinéma en particulier), mais aussi pour explorer de nouveaux territoires, comme l'architecture ou le design.

Je voudrai conclure sur la priorité que représente pour notre diplomatie la relation au continent africain. Le discours du président de la République à Ouagadougou a fixé des orientations claires sur la place qu'il occupe dans chacune des politiques mises en oeuvre par le gouvernement. Notre politique étrangère sera donc au centre de l'action gouvernementale pour réaliser cette ambition. Vous connaissez les uns et les autres ma passion pour ce continent. Vous pouvez donc être certain que je m'y consacrerai avec énergie.

En Afrique, ce sont en réalité l'ensemble des priorités de notre politique étrangère qui se trouvent rassemblées : la sécurité et le développement, les enjeux environnementaux, l'éducation, l'emploi, le soutien à la sécurité alimentaire, aux politiques sanitaires et de santé, la promotion des cultures et des savoirs, le sport. La liste n'est pas exhaustive. Ce continent donne justement à voir le type de diplomatie globale que nous devons mettre en oeuvre.

Ce choix repose sur deux constats. Le premier, c'est que le continent africain est fort d'un potentiel extraordinaire, au moins tout autant que de risques. Les pays d'Afrique inventent leurs propres modèles de développement, dans lesquels la société civile et le secteur privé jouent le premier rôle. Mon action dans le domaine de la diplomatie économique fera donc du continent africain une de mes priorités en 2018. Dans les mois à venir, je me rendrai bien sûr en Afrique francophone mais aussi au-delà, là où nos intérêts économiques méritent d'être pleinement et naturellement soutenus. Je commencerai d'ailleurs cette démarche en intervenant au forum de Davos, dans deux jours, aux côtés de dirigeants politiques et d'entrepreneurs africains.

Le deuxième constat c'est qu'au sein de l'Europe, la France dispose d'atouts sérieux pour se poser en partenaire premier des pays africains, et plaider également en faveur d'un engagement soutenu des Européens en Afrique. Ce constat suppose de faire vivre l'image de notre pays chez nos partenaires africains, à travers la présentation de projets nouveaux et ambitieux, qui visent la modernisation de l'espace économique, financier et sociétal africain. Ce sera le grand chantier de 2018.

Vous le voyez, nos priorités sont clairement définies, de même que la méthode d'action pour atteindre nos objectifs. Le souhait que je formule au début de cette nouvelle année, c'est que les Français se reconnaissent dans la politique étrangère que je conduis sous l'autorité du président de la République, qu'ils y trouvent une raison d'avoir confiance dans notre destin collectif, qu'ils soient convaincus que nous défendons avec efficacité leurs intérêts, leurs valeurs et leurs aspirations. C'est la raison d'être de notre travail, ici en France, et partout à l'étranger où les agents de ce ministère sont au service des Français. Je vous remercie./.